



الجمهورية الجزائرية
الديمقراطية الشعبية

الجريدة الرسمية

اتفاقات دولية، قوانين، أوامر ومراسيم
قرارات، مقررات، منشور، إعلانات وبلاعات

ABONNEMENT ANNUEL	TUNISIE ALGERIE MAROC MAURITANIE	ETRANGER	DIRECTION ET REDACTION SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT Abonnements et publicité : IMPRIMERIE OFFICIELLE 7, 9, et 13 Av. A. Benbarek — ALGER Tél : 65-18-15 à 17 - C.C.P. 3200-50 ALGER
	1 an	1 an	
Edition originale	100 D.A.	150 D.A.	
Edition originale et sa traduction	200 D.A.	300 D.A. (frais d'expédition en sus)	

Edition originale, le numéro : 2,50 dinars ; Edition originale et sa traduction, le numéro : 5 dinars — Numéros des années antérieures : suivant barème. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés. Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellement et réclamation. Changement d'adresse : ajouter 3 dinars. Tarif des insertions : 20 dinars la ligne

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
CONVENTIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX — LOIS, ORDONNANCES ET DECRETS
ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES
(TRADUCTION FRANÇAISE)

SOMMAIRE

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur général à la Présidence de la République, p. 1228.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires politiques à la Présidence de la République, p. 1228.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département de l'inspection générale à la Présidence de la République, p. 1229.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires administratives et de développement local à la Présidence de la République, p. 1229.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires économiques, financières et de la planification à la Présidence de la République, p. 1229.

SOMMAIRE (Suite)

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires agricoles, hydrauliques et d'environnement à la Présidence de la République, p. 1229.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires sociales, culturelles, d'éducation et de formation à la Présidence de la République, p. 1229.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département de l'équipement des infrastructures, de la technologie et de la recherche à la Présidence de la République, p. 1229.

PREMIER MINISTRE

Arrêtés du 2 mai 1984 portant mouvement dans le corps des administrateurs, p. 1229.

MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 84-307 du 22 octobre 1984 modifiant et complétant l'article 4, modifié et complété, de l'ordonnance n° 69-89 du 31 octobre 1969 portant statut des officiers de l'Armée nationale populaire, p. 1231.

Arrêté interministériel du 1er octobre 1984 portant nomination d'assesseurs près les juridictions militaires, p. 1231.

Arrêtés du 1er octobre 1984 portant nomination de magistrats militaires, p. 1237.

MINISTRE DE LA JUSTICE

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur général, p. 1237.

Décret du 24 octobre 1984 portant grâce amnistiante à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, p. 1237.

Décret du 24 octobre 1984 portant mesures de grâce en faveur des moudjahidine et des veuves et enfants de chahid, à l'occasion de la commémoration

du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, p. 1238.

Décret du 24 octobre 1984 portant mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, p. 1238.

MINISTRE DE LA CULTURE ET DU TOURISME

Arrêté du 24 mai 1984 portant proclamation des résultats des élections des représentants du personnel à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service, p. 1239.

Arrêté du 9 juin 1984 portant désignation des représentants de l'administration à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service, p. 1239.

MINISTRE DE LA PLANIFICATION
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions du directeur général de l'office national pour l'orientation, le suivi et la coordination de l'investissement privé national, p. 1239.

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études, p. 1239.

MINISTRE DES INDUSTRIES LEGERES

Décision du 15 septembre 1984 portant approbation de la liste des bénéficiaires de licences de débits de tabacs établie le 2 décembre 1982 par la commission de reclassement des moudjahidine de la wilaya de Blida, p. 1239.

MINISTRE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté du 24 septembre 1984 portant délégation de signature au chef de cabinet du ministre de la jeunesse et des sports, p. 1240.

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur général à la Présidence de la République.

Par décret du 21 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur général à la Présidence de la République, exercées par M. Ali Ammar Laouar, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires politiques à la Présidence de la République.

Par décret du 21 octobre 1984, M. Ali Ammar Laouar est nommé chef de département des affaires politiques à la Présidence de la République.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département de l'inspection générale à la Présidence de la République.

Par décret du 21 octobre 1984, M. Ahmed Ounadjella est nommé chef de département de l'inspection générale à la Présidence de la République.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires administratives et de développement local à la Présidence de la République.

Par décret du 21 octobre 1984, M. M'Hamed Boukhobza est nommé chef de département des affaires administratives et de développement local à la Présidence de la République.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires économiques, financières et de la planification à la Présidence de la République.

Par décret du 21 octobre 1984, M. Ghazi Hidouci est nommé chef de département des affaires économiques, financières et de la planification à la Présidence de la République.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires agricoles, hydrauliques et d'environnement à la Présidence de la République.

Par décret du 21 octobre 1984, M. Kamel Hadjlat est nommé chef de département des affaires agricoles, hydrauliques et d'environnement à la Présidence de la République.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département des affaires sociales, culturelles, d'éducation et de formation à la Présidence de la République.

Par décret du 21 octobre 1984, M. Nadji Safir est nommé chef de département des affaires sociales, culturelles, d'éducation et de formation à la Présidence de la République.

Décret du 21 octobre 1984 portant nomination du chef de département de l'équipement des infrastructures, de la technologie et de la recherche à la Présidence de la République.

Par décret du 21 octobre 1984, M. Abdelouahab Bennini est nommé chef de département de l'équipement des infrastructures, de la technologie et de la recherche à la Présidence de la République.

PREMIER MINISTERE

Arrêtés du 2 mai 1984 portant mouvement dans le corps des administrateurs.

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Farida Affane est nommée en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée auprès du ministère de la justice, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Maâmar Amrouche est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

La rémunération de l'intéressé sera calculée sur la base de l'indice 345 correspondant au 6ème échelon, de son corps d'origine.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Belkacem Baameur est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de la planification et de l'aménagement du territoire, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Abdelkader Belharet est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Ahmed Boubekeur est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 290 de l'échelle XIII et affecté au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Amar Boukabous est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Saïd Brahimi est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Benchohra Dahmas est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Bachir Hamitouche est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de la justice, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Djemaï Harrat est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Nassira Lebtahi est nommée en qualité d'administration stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Saliha Manseur est nommée en qualité d'administration stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Brahim Merlouli est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Zohra Ouchiha est nommée en qualité d'administration stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affectée au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Mabrouk Mohamed Lamine Saoudi est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Madjid Sid-Ahmed est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté au ministère de la planification et de l'aménagement du territoire, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Mohamed Silini est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'enseignement supérieur, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Mohamed Seghir Zeribit est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, à compter de sa date d'installation dans ses fonctions.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Lamine Abdesselam est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 15 décembre 1982.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Mohamed Arab est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 14 janvier 1980.

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Nasima Benhadid est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er mars 1984.

Par arrêté du 2 mai 1984, Mme Mimi Chebout, née El-Mehdaoui est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er février 1984.

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Dahbia Hameg est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er avril 1982.

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Anissa Kebichi est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er octobre 1982.

Par arrêté du 2 mai 1984, Mme Naziha Mani, née Belhamdi est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 15 mars 1983.

Par arrêté du 2 mai 1984, Mlle Zelikha Mezhoud est titularisée dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 1er juillet 1981.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Mohamed Nadhir Sebaa est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320 de l'échelle XIII, à compter du 6 novembre 1983.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Alssam Cheurfa est nommé en qualité d'administrateur stagiaire, indice 295 de l'échelle XIII et affecté auprès du ministère de l'hydraulique, de l'environnement et des forêts, à compter du 1er septembre 1981.

M. Alssam Cheurfa, administrateur stagiaire, est placé en position de service national, à compter du 15 septembre 1981.

L'intéressé est réintégré dans ses fonctions, à compter du 2 novembre 1983.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Abdelaziz Amokrane, secrétaire général de commune, 5ème échelon, indice 420 est intégré dans le corps des administrateurs, à compter du 12 février 1984.

L'intéressé est rangé au 5ème échelon, indice 420 et dégage, à la date du 12 février 1984, un reliquat d'ancienneté de quatre (4) mois.

Par arrêté du 2 mai 1984, les dispositions de l'arrêté du 16 août 1983 relatif à la titularisation de M. Abdelkader Bouzidi, dans le corps des administrateurs, sont modifiées ainsi qu'il suit :

M. Abdelkader Bouzidi est titularisé dans le corps des administrateurs au 1er échelon, indice 320, à compter du 20 juillet 1981.

Par arrêté du 2 mai 1984, les dispositions de l'arrêté du 23 octobre 1983 relatif à la titularisation de M. Hadj Kada Mekrelouf, dans le corps des administrateurs, sont modifiées ainsi qu'il suit :

M. Hadj Kada Mekrelouf est titularisé et rangé dans le corps des administrateurs au 5ème échelon, indice 420, à compter du 20 juillet 1982 et conserve à cette même date, un reliquat d'ancienneté de 2 ans, 8 mois et 18 jours.

Par arrêté du 2 mai 1984, M. Ali Aït Ali Oudla est intégré, titularisé et reclassé dans le corps des administrateurs, toutes bonifications au titre C. membre de l'A.L.N épuisées.

M. Ali Aït Ali Oudla est promu par avancement à la durée moyenne jusqu'au 30 avril 1983, date laquelle il a été mis à la disposition du ministère des finances.

L'intéressé est rangé au 30 avril 1983 au 9ème échelon, indice 520 de l'échelle XIII, sans reliquat d'ancienneté.

Les dispositions du présent arrêté prises à titre de régularisation de la situation administrative de M. Ali Aït Ali Oudla, ne produisent aucun effet pécuniaire antérieur au 1er mai 1983.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

Décret n° 84-307 du 22 octobre 1984 modifiant et complétant l'article 4, modifié et complété, de l'ordonnance n° 69-89 du 31 octobre 1969 portant statut des officiers de l'Armée nationale populaire.

Le Président de la République,

Sur le rapport du ministre de la défense nationale,

Vu la Charte nationale, notamment son titre IV ;

Vu la Constitution, notamment ses articles 111-4°, 5° et 10°, 151 et 152, 2ème alinéa ;

Vu l'ordonnance n° 69-89 du 31 octobre 1969 portant statut des officiers de l'Armée nationale populaire, modifiée et complétée, dans son article 4 par l'ordonnance n° 72-40 du 13 septembre 1972 ;

Décète :

Article 1er. — L'article 4, modifié et complété, de l'ordonnance n° 69-89 du 31 octobre 1969 susvisée est modifié et complété ainsi qu'il suit :

« Art. 4. — Le corps des officiers comprend les grades suivants :

- aspirant ;
- sous-lieutenant ;
- lieutenant ;
- capitaine ;
- commandant ;
- lieutenant colonel ;
- colonel ;
- général ;
- général-major.

Le grade d'aspirant est réservé aux appelés du contingent et aux réservistes ».

Art. 2. — Les dispositions de l'ordonnance n° 72-40 du 13 septembre 1972 susvisée sont abrogées.

Art. 3. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 22 octobre 1984.

Chadli BENDJEDID.

Arrêté interministériel du 1er octobre 1984 portant nomination d'assesseurs près les juridictions militaires.

Par arrêté interministériel du 1er octobre 1984, les officiers et sous-officiers de l'Armée nationale populaire, ci-après mentionnés, sont nommés en qualité de magistrats assesseurs près les tribunaux militaires pour l'année judiciaires 1984-1985.

MM. Mohamed Saïd Sellami
 Chaâbane Ghodbane
 Ferhat Ferrat
 Khodja Medjdoub
 Mekki Snoussi
 Mohamed Berber
 Ferhat Djerioul
 Abdelkader Terbeche
 Tayeb Dahmani
 Larbi Nefla
 Mohamed Saci
 Ahmed Nezzar Kebaili
 Larbi Alloua
 Mohamed Cherif Laouar
 Mohamed Arama
 Mohamed Arhab
 Ali Mallek
 Ahmed Barka
 Youcef Berradhia
 Sid Ali Bellarbi Salah
 Mohamed Kanoun
 Abdelkader Baghdali
 Mohamed Smahi
 Boualem Nedjadi
 Boumediène Benzohra
 Fatah Keramane
 Mohamed Boucelha
 Arezki Benfella
 Messaoud Lemouari
 Slimane Merarheni
 Abdelbasset Cherrak
 Athmane Benali
 Malek Saïdani
 Mehenna Ferhah
 Abdellah Bouabdellah
 Abderrahmane Allili
 Lazhari Chibani
 Lounès Khoudi
 Belkacem Chekiri
 Sâadi Mezzar
 Mustapha Berkane
 Miloud Kaddouri
 Merhoum Mefti
 Amar Aït Abdellah
 Hacène Laoufi
 Abdelkader Chafaa
 Mohamed Debbih
 Abdesslam Touahria
 Farid Kerri
 Tahar Laassis
 Saïd Djeddi

Mohamed Hacine
 Brahim Batoul
 Messaoud Ahmed
 Youcef Louanchi
 Sahnoun Fethallah Boutaleb Mohamed
 AHCÈNE Soualmia
 Abdelkader Terbéche
 Djillali Hamadouche
 Hamid Miloudi
 Mohand Maghni
 Ahmed Fouad Taleb Bendjab
 Mohamed Messar
 Abdelkader Selmi
 Nourredine Mohamed Ben Ali
 Abed Benamar
 Kader Si Ali
 Mohamed Sedira
 Mateleche Haddefe
 Ahmed Chaalal
 Messaoud Bahri
 Djâafer Boukersi
 Mohamed Benchaa
 Djamel Boukharfa
 Djahid Belahouane
 Ahmed Cheghib
 Abdelaziz Krimi
 Touhami Sebti
 Abdeslem Nouahria
 Abderrahmane Abdelmalek
 Aïssa Hamichi
 Rachid Hamdaoui
 Abdelaziz Djafri
 Abdeltif Fersadou
 Abdelhamid Bensakhri
 Ahmed Chibane
 Ramdane Bellabès
 Achour Zerbita
 Messaoud Belaïd
 Mahmoud Bensbaa
 Mohamed Zerhouni
 Djillali Midas
 Mohamed Rochdi Bouhara
 Mohamed Chall
 Mohamed Sid Ali Tobok
 Ali Foury
 Mohamed Chabni
 Abbès Sehalla
 Aomar Benachour
 Mourad Boudalla
 Boukhemis Sbaghdi
 Abdelghani Malti

Hadj Bouazza
Ali Bouslama
Abdeslam Slama
Abdellah Bouchaïb
Abdeslam Didi
El Houari Maameri
Ahmed Chemma
Amar Merarda
Boualem Ahres
Abdeslam Boutella
Abdelkader Khaloul
Abdellah Benoudina
Mehdi Mehenni
Mokhtar Dergal
Mohamed Ghomri
Aïssa Negadi
Salah Heddami
Lahoucine Saad
Menouar Abed
Salah Slimani
Djillali Drissi
Abdelkrim Nador
Mohamed Bounouar
Samet Ghezzoul
Chérif Mahmoudi
Laid Khlat
Saïd Benyoub
Azzedine Guessoum
Lazhar Zemoui
Cheikh Bouzidi
Mohamed Toufik Khelifi
Nour Eddine Guenineche
Abderrahmane Bouchareb
Ahcène Manamani
Lahouari Mellani
Nouar Derar
Messaoud Bouanik
Saïd Daïmallah
Tahar Houamria
Mohamed Mohamed Ali
Guermi Lachtar
Younès Menasria
Chabi Bentrad
Mohamed Medjoub
Azzedine Saïdoun
Mohamed Brahimi
Mohamed Benmares
Abdelkrim Khelloufi
Fouad Senhadji
Azzedine Kheyyar
Khaled Temmar

Rachid Boutarfa
Nasr Eddine Hadjar
Abderrahmane Benseghir
Hacène Bouchaïb
Mustapha Bellout
Lakhdar Aïouaz
Moussa Khelifa
Cherif Bendjaballah
Khaled Mahdi
Châabane Bebouche
Mohamed Lakhdar Smadi
Mahfoud Litim
Hacène Meskoul
Rachid Bellarbi Salah
Mohamed Koriche
Salah Aouatta
Mohamed Ferdi
Abdelghani Lakhdar Habbèche
Rachid Guettaf
Rachid Abdesmed
H'Mida Bennoui
Benaïssa Hammadi
Tahar Boudheb
El Hadj Bentouati
Cherif Aouachria
Djamel Derradji
Aïssa Atamna
Mohamed Tayeb Koulali
Tahar Mehenni
Ahmed Allaoua
Abderrahmane Kouldrat
Othmane Madoun
Tahar Abdaoui
Nacer Khelaïfa
Djahid Bourmouni
Ali Boudjadja
Amar Amrane
Seddik Tolbi
Djamel Mekhloufi
Mohamed Cherif Layoune
Mohamed Messaoudi
Mabrouk Boumahra
Abdelmalik Benmohamed
Abdelkrim Malki
Hocine Klouas
Abdelaziz Bouchoucha
Abdelkader Gheffari
Ramdane Djemal
Mohamed Soltani
Laid Morso
Mohamed Tarchaoui

Mohamed Benaziza
Bendjelloul Mohamed
Mohamed Ramdani
Abdelwahab Djenane
Mohamed Mouloud Touam
Farid Bouaziz
Abdelmalek Bouyoucef
Abderrahmane Merabet
Ali Assam
Bencherki Ikhlef
Mohamed Baziz
Abdelaziz Remidi
Abdel Aziz Aissaoui
Amar Soualmia
Yahia Kedim
Mohamed Brahim
Mohamed Ghanem
Nour Eddine Saouli
Lembarek Bordji
Abdelkrim Merrouche
Ahmed Bahri
Mohamed Allache
Djillali Hamadouche
Youcef Boudghis
Abdelkader Tadjeddine
Tahar Medjadi
Abderrahmane Mohamed
Abdelkader Seddiki
Boudjedra Larbi Ouis
Rabah Khammal
Smail Benmokhtar
Kamel Azzouz
Amar Boukhalifa
Omar Boudjelal
Saïd Boulouha
Rachid Labreche
Hadj Benchelil
Belkacem Nouacer
El Hamza Zennadi
Ahmed Benhariga
Hacène S.N.P.
Slimane Khamri
Mohamed Saïd Meghni
Nour Eddine Menallah
Mohamed Khelloufi
Djelloul Hadj Cherif
Saïd Kordeloued
Abdelaziz Khelif
Idir Ait AHCENE
Djelloul Machou
Abdellah Boudjellal

Miloud Nasri
Salah Bechah
Tahar Nedjar
Mohamed Farhi
Slimane Chouikha
Tahar Ghouga
Abdelhadi Allag
Saïd Merzougul
Abdelmalek Saoula
Abdelkader Benameur
Hadj Morrach
Hadj Abssi
Amar Kara
Rabah Kheddache
Mohamed Lahbib Mokrani
Mohamed Sekrane
Mohamed Amokrane Kasmi
Fatah Fedaoui
Salah Rouainia
Saïd Maachi
Abdelkader Bensaadoun
Azzedine Bouhannache
Larbi Kebbouche
Benaïssa Cherif
Belkacem Benhassen
Saïd Dahmani
Ahmed Ait Mesbah
Mohamed Debbabi
Mohamed Bahri
Amar Bouzid
Hacène Benmahdjoub
Hadj Boudjelida
Mohamed Hammani
Badr Eddine Mahfoudi
Rabah Farhi
Hefayed Benkhedim
Mokhtar Gherbi
Noui Assadi
Omar Hattabi
Abdelhamid Saadi
Abdellatif Ghermoul
Salah Mehadjebia
Lakhdar Bechaoui
Djelloul Aberkane
Saïd Brinis
Moussa Rezzaz
Laïd Tine
Salah Boudelaa
Abdelhamid Khennouchi
Mohamed Djahmoune
Ahmed Abdelmadjid

Mohamed Lotfi Kadada
Belaïd Mazazi
Miloud Rezig
Abdelkader Bouzahaf
Mohamed Mokrane
Abdelkader Lebcir
Salah Ferrat
Habib Taleb
Ramdane Alalgula
Belkacem Attou
Ahmed Bennani
Saïd Boufenaz
Boutouchent Boukerch
Abdeslem Lebbouch
Ali Benzina
Djillali Abarar
Ahmed Bouras
Azzedine Bensalem
Hamza Aggoun
Abdelkrim Alouane
Nacer-Eddine Boukadjani
Mohamed Abada
Oulmi Djezzar
Boudjemaâ Cheraga
Slimane Meghrabi
Mohamed Azzouni
Makhlouf Abidat
Moussa Aïchi
Belaïd Boudani
Maâmar Boukaïel
Sadek Boumenna
Salim Bereghis
Mohamed Dergal
Khaled Hadj-Saddouk
Maâmar Chida
Salah Belaïdi
Abdelkader Kouach
Hocine Messoud
Abdelaziz Bensoltane
Oukacha Kaïd
Abdelkader Mengouchi
Hadi Traï
Abderrahmane Bouregba
Mustapha Bellache
Mohamed Touhami Baghdad
Abdesslem Bouhadjar
Belkada Berrouachdi
Mekki Ammar
Hamid Ribouni
Hamou Hassani
Ramdane Boudib

Boubakeur Ghrissi Allaoua
Abdelkader Ladhém
Mohamed Benfdal
Abdellah Rezgui
Mohamed Bendellala
Lakhdar Bouremal
Abderrahmane Chahed
Ahmed Nadji
Abdelkader Ali Mohamed
Cheikh Ben Messaoud
Miloud Houchdi
Hanafi Benbouaziz
Arezki Bensalem
Abdelkader Zagoug
Maâmar Bouguenina
Mohamed Bachir
Mansour Derere
Lakhdar Boureguieg
Mesbah Taïf
Cheikh Atbi
Mohamed Lataoui
Saâd Bouremila
Madani Himouri
Ali Abdellaoui
Abdellah Yousfi
Djamel Abdelmadjid
Djillali Benhammar
Mohamed Bouchoucha
Brahim Hamis
Aïssa Khaddem
Ahmed Ben Amer
Abdelmadjid Freni
Brahim Ouarghi
Ancène Allat
Salah Bouchicha
Mohamed Salah Yahiaoui
Mohamed Abdou
Mustapha Meridji
Khelifa Kerriche
Abdellah Bouhbila
Abderrahmane Bendjamaa
Amar Berrahia
Hafnaoui Bouazouz
Youcef Harlati
Bouzid Dridi
Abdelhamid Nouar
Mohamed Tayeb Messai
Amor Bouziane
Tayeb Amireche
Foudil Attarsia
Abbès Bendala

Ayad Ayadi
El Hadi Hadri
Mohamed Benameur
Belkacem Bourégaa
Rabah Lamda
Saïd Belghoul
Abdellah Yaagoub
Larbi Benkemchi
Salah Benmoussa
Larbi Bouchiha
Khemissi Boudène
Abderrezak Djaouti
Hocine Boucharbot
Ali Derghoum
Rebaï Aoulmi
Ahmed Ghalleb
Ali Ayadi
Nouar Haouam
Ahcène Boulmis
Lahcène Reggad
Ammar Slimani
Abdelkader Achar
Ahmed Bezza
Idir Himen
Mohamed Lakhdari
Hocine Zaïdi
Mohamed Cherif Boudraa
Ramdane Azzouz
Belkacem Guendoul
Abdelmalek Bahl
Ammar Hellal
Mohamed Talbi
Ahmed Bouamani
Ahmed Labreg
Kadda Benfetta
Mohamed Kaddour
Messaoud Haitoussi
Mohamed Boulahlib
Abdelkader Haddad
Ahmed Omrane
Mohamed Zerouali
Abdelkader Bennacer
Abderrahmane Belfeddai
Hadji Aïssaoui
Abdelkader Addai
Mohamed Boutrad
Hocine Gherib
Mohamed Haddad
Kouider Khattou
Hachemi Toumi
Mimoun Amari

Ahmed Ferdi
Ali Affaïa
Miloud Kaddour Bencherif
Bouamoud Bensâad
Ammar Habès
Mounir Benguedih
Mekki Bouzoubia
Saïd Boufenaz
Ali Belghouti
Salah Chabi
Miloud Chebab
Kouider Dîlmi
Laïfa Akermi
Nour Eddine Boulechfar
Mohamed Bendjaoui
Salah Bou Aroudj
Djelloul Belmiloud
Abdelkader Benbarek
Ali Bouabdellah
Sâad Berakena
Bilal Benfetima
Mohamed Bouchelaghem
Mohamed Redjaïmia
Abdaka Laroui
Achour Atmani
Boudjemâa Achouri
Lâamari Djellouli
Abdelaziz Taguïda
Sâad Teffahi
Kaddour Bouchama
Abdelaziz Boucetta
Abdelhafid Chihaoui
Abderrahmane Lalmeche
Amar Aïdel
Abdelhamid Zouainia
Messaoud Himeur
Nacer Eddine Bouguetala
Salah Guedrez
Azzedine Houfani
Brahim Lakraoui
Bachir Aldoudi
Mohamed Djemaï Bouzid
Nouar Oulebsir
Smaïl Kedjbour
Abdelhak Bioud
Nour Eddine Deffous
Mohamed Salah Bendria

Arrêtés du 1er octobre 1984 portant nomination de magistrats militaires.

Par arrêté du 1er octobre 1984, le Lieutenant Mourad Zemirli, matricule 83.150.51407, est nommé procureur militaire de la République adjoint près le tribunal militaire d'Oran, à compter du 1er octobre 1984.

Par arrêté du 1er octobre 1984, le Lieutenant Mohamed Zemahri, matricule 83.230.00825, est nommé juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida, à compter du 1er octobre 1984.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un inspecteur général.

Par décret du 21 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions d'inspecteur général au ministère de la justice, exercées par M. Ahmed Ounadjella, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 24 octobre 1984 portant grâce amnistiante à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 111-13 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature ;

Sur proposition du ministre de la justice,

Décète :

Article 1er. — Des mesures de grâce amnistiante sont édictées à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution, dans les conditions définies par le présent décret.

Art. 2. — Bénéficient d'une grâce amnistiante et sont réhabilités, à titre posthume, les personnes dont les noms suivent :

— Chaabane Mohamed, dit Chaabani, condamné à mort par la Cour martiale le 3 septembre 1964, exécuté le 3 septembre 1964.

— Laredj Djelloul, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Oran le 11 février 1964, exécuté le 11 juillet 1964.

— Oukrif Bachir, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 25 juin 1964, exécuté le 11 juillet 1964.

— Chemmam Mohamed, dit Moh-Chérif, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 21 août 1964, exécuté le 2 septembre 1964.

— Moulay Mostéfa, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 21 août 1964, exécuté le 2 septembre 1964.

— Miaouat Abdelaziz, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 21 août 1964, exécuté le 2 septembre 1964.

— Kassouri Mohamed, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 21 août 1964, exécuté le 2 septembre 1964.

— Khachouche M'Hamed, condamné à mort par la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger le 24 août 1964, exécuté le 2 septembre 1964.

Art. 3. — Bénéficient de la grâce amnistiante et sont réhabilités, à compter de la date du présent décret, les personnes condamnées à la peine de mort dans les affaires ci-après :

— affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire siégeant à Alger en date du 10 avril 1965,

— affaire d'attentat et complot contre l'autorité de l'Etat et l'intégrité du territoire national ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour révolutionnaire siégeant à Oran en date du 23 juillet 1969,

— affaire d'attentat et complot contre l'autorité de l'Etat ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour révolutionnaire siégeant à Oran en date du 6 août 1969.

Art. 4. — Bénéficient de la grâce amnistiante et sont réhabilités, à compter de la date du présent décret, les personnes condamnées à des peines d'emprisonnement ou de réclusion criminelle dans les affaires ci-après :

— affaire d'association de malfaiteurs, tentative d'assassinat, détention illégale d'armes et de munitions de guerre, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire d'Oran en date du 11 février 1964,

— affaire de tentative d'assassinat ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger en date du 25 juin 1964,

— affaire d'atteinte contre l'autorité de l'Etat, d'association de malfaiteurs et de détention d'armes et de munitions, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger en date du 21 août 1964,

— affaire de meurtre et d'attaque à main armée, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger du 24 août 1964.

— affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour martiale siégeant à Oran en date du 3 septembre 1964,

— affaire d'atteinte à la sûreté de l'Etat, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour criminelle révolutionnaire d'Alger en date du 10 avril 1965,

— affaire d'association de malfaiteurs et tentative d'assassinat, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour révolutionnaire siégeant à Oran en date du 7 avril 1969,

— affaire d'attentat et complot contre l'autorité de l'Etat et l'intégrité du territoire national, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour révolutionnaire siégeant à Oran en date du 23 juillet 1969,

— affaire d'attentat et complot contre l'autorité de l'Etat, ayant fait l'objet de l'arrêt de la Cour révolutionnaire siégeant à Oran en date du 6 août 1969.

— affaire de tentative d'homicide volontaire, rébellion contre l'autorité supérieure et voies de fait et outrage à supérieur, ayant fait l'objet du jugement du tribunal militaire de Blida en date du 30 avril 1969.

Art. 5. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 octobre 1984.

Chadli BENDJEDID

Décret du 24 octobre 1984 portant mesures de grâce en faveur des moudjahidine et des veuves et enfants de chahid, à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 111-13° ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature ;

Sur proposition du ministre de la justice.

Décète :

Article 1er. — Des grâces et remises de peines sont édictées à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, dans les conditions définies par le présent décret.

Art. 2. — Bénéficient de la grâce pour le restant de leur peine, tous les moudjahidine, tels que visés par le décret n° 70-79 du 12 juin 1970, les veuves et les enfants de chahid, condamnés définitifs à une peine privative de liberté d'une durée égale ou inférieure à 5 ans ou dont le restant de la peine est égal ou inférieur à 5 ans, à l'exception de ceux qui ont été condamnés pour assassinat, homicide volontaire et viol.

Art. 3. — Bénéficient d'une remise de peine égale à la moitié du restant de la peine, sans que cette remise soit inférieure à 5 ans, tous les moudjahidine, tels que visés par le décret n° 70-79 du 12 juin 1970, les veuves et les enfants de chahid, condamnés définitifs, dont le restant de la peine est supérieur à 5 ans, à l'exception de ceux qui ont été condamnés pour assassinat, homicide volontaire et viol,

Art. 4. — Ces mesures de grâce ne peuvent se cumuler avec toute autre mesure de grâce édictée, à titre général, pour le même événement visé à l'article 1er ci-dessus.

Art. 5. — Les mesures prévues par le présent décret seront individualisées par décision conjointe du ministre de la justice et du ministre des moudjahidine.

Art. 6. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 octobre 1984.

Chadli BENDJEDID

Décret du 24 octobre 1984 portant mesures de grâce à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954.

Le Président de la République,

Vu la Constitution, notamment son article 111-13° ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la magistrature ;

Sur proposition du ministre de la justice,

Décète :

Article 1er. — Des grâces et remises de peines sont édictées à l'occasion de la commémoration du 30ème anniversaire du déclenchement de la Révolution du 1er Novembre 1954, dans les conditions définies par le présent décret.

Art. 2. — Sont graciées et leurs peines commuées en réclusion perpétuelle, les personnes condamnées à la peine capitale, dont la condamnation est devenue définitive et dont les noms suivent :

— Merabet Ahmed, condamné à la peine capitale le 28 juin 1981 par le tribunal criminel de Annaba,

— Mechekara Younès, condamné à la peine capitale le 15 mars 1982 par le tribunal militaire d'Oran.

Art. 3. — Sont commuées en réclusion pour une durée égale à 20 ans, les peines de réclusion perpétuelle.

Art. 4. — Bénéficient d'une remise de peine égale à 3 ans, les personnes condamnées à une peine privative de liberté égale ou supérieure à 15 ans, jusqu'à 20 ans, sans que le cumul des remises à elles accordées, dépasse le tiers de la condamnation initiale.

Art. 5. — Bénéficient d'une remise de peine égale à 2 ans, les personnes condamnées définitivement à une peine privative de liberté, égale ou supérieure à 10 ans et inférieure à 15 ans, sans que le cumul des remises à elles accordées, dépasse le tiers de la condamnation initiale.

Art. 6. — Bénéficient d'une remise de peine égale à 1 an, les personnes condamnées définitivement à une peine privative de liberté égale ou supérieure à 5 ans et inférieure à 10 ans, sans que le cumul des remises à elles accordées, dépasse le tiers de la condamnation initiale.

Art. 7. — Bénéficient d'une remise de peine égale à 6 mois, les délinquants primaires condamnés définitivement à une peine privative de liberté égale ou supérieure à 1 an et inférieure à 5 ans.

Art. 8. — Bénéficient d'une remise de peine égale à 3 mois, les délinquants primaires condamnés définitivement à une peine privative de liberté inférieure à 1 an.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 octobre 1984.

Chadli BENDJEDID

MINISTERE DE LA CULTURE ET DU TOURISME

Arrêté du 24 mai 1984 portant proclamation des résultats des élections des représentants du personnel à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service.

Par arrêté du 24 mai 1984, les fonctionnaires dont les noms suivent, sont proclamés élus en qualité de représentants du personnel à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service relevant du ministère de la culture et du tourisme :

Membres titulaires :

M. Mohamed Tahar Saada,
M. El-Machri Derrouche ;

Membres suppléants :

M. Mohamed Belkadi,
Mme Zohra Maouche.

Arrêté du 9 juin 1984 portant désignation des représentants de l'administration à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service.

Par arrêté du 9 juin 1984, les fonctionnaires dont les noms suivent, sont désignés en qualité de représentant de l'administration à la commission paritaire compétente à l'égard du corps des agents de service relevant du ministère de la culture et du tourisme :

Membres titulaires :

M. Moussa Baouche,
M. Bachir Sakhri ;

Membres suppléants :

M. Mouhamed Bouchahlata,
M. Belkacem Ayad.

M. Moussa Baouche est nommé président de la commission paritaire.

En cas d'empêchement, M. Mohamed Bouchahlata est désigné pour le remplacer.

MINISTERE DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions de directeur général de l'office national pour l'orientation, le suivi et la coordination de l'investissement privé national.

Par décret du 21 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions de directeur général de l'office national pour l'orientation, le suivi et la coordination de l'investissement privé national, exercées par M. M'Hamed Boukhobza, appelé à d'autres fonctions.

Décret du 21 octobre 1984 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études.

Par décret du 21 octobre 1984, il est mis fin aux fonctions de directeur d'études, exercées par M. Ghazi Hidouci appelé à d'autres fonctions.

MINISTERE DES INDUSTRIES LEGERES

Décision du 15 septembre 1984 portant approbation de la liste des bénéficiaires de licences de débits de tabacs établie le 2 décembre 1982 par la commission de reclassement des moudjahidine de la wilaya de Blida.

Par décision du 15 septembre 1984, est approuvée la liste des bénéficiaires de licences de débits de tabacs établie le 5 décembre 1982 par la commission de reclassement des moudjahidine de la wilaya de Blida, prévue par le décret n° 67-169 du 24 août 1967 portant création de licences de débits de tabacs au profit des anciens membres de l'A.L.N. et de l'O.C.F.L.N.

NOMS ET PRENOMS	Centres d'exploitation	Daira
Feloussi Mohamed ben Aissa	Oued El Alleug	El Affroun
Zedri Khellil ben Mohamed	Oued El Alleug	El Affroun
Boularès Mohamed ben Mohamed	Oued El Alleug	El Affroun
Benyoutou Abdelkader ben Cheikh	Oued El Alleug	El Affroun

TABLEAU (Sulte)

NOMS ET PRENOMS	Centres d'exploitation	Daira
Djebri Taïeb ben Abderrahmane	Oued El Alleug	El Affroun
Berrichi Semlane ben Ahmed	Oued El Alleug	El Affroun
Boudjemaâ M'hamed	Chiffa	El Affroun
Ouchène Rabah ben Koulder	Chiffa	El Affroun
Slimane Rabah ben Abdelkader	Chiffa	El Affroun
Amara Amar ben Ali	Chiffa	El Affroun
El Mehdi Hedjalla Belkacem ben Abdelkader	Mouzaia	El Affroun
Ben Youcef Ahmed Ben Mohamed	Mouzaia	El Affroun
Laghemat Laredj ben Mohamed	Mouzaia	El Affroun
El Ouenfoufi Tayeb ben Ali	El Affroun	El Affroun
El Arès Rabah ben Mohamed	El Affroun	El Affroun
Kermi Tayeb ben Djillali	El Affroun	El Affroun
Faïdi Abdelkader ben Yahia	El Affroun	El Affroun

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Arrêté du 24 septembre 1984 portant délégation de signature au chef de cabinet du ministre de la jeunesse et des sports.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu le décret n° 82-506 du 25 décembre 1982 portant organisation de l'administration centrale du ministère de la jeunesse et des sports ;

Vu le décret n° 83-129 du 12 février 1983 déterminant les missions des organes de l'administration centrale du département ministériel ainsi que leur personnel, notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 84-13 du 22 janvier 1984 autorisant les membres du Gouvernement à déléguer leur signature ;

Vu le décret du 1er mai 1984 portant nomination de M. Hamid Rachî en qualité de chef de cabinet ;

Arrête :

Article 1er. — Dans la limite de ses attributions, délégation est donnée à M. Hamid Rachî, chef de cabinet, à l'effet de signer, au nom du ministre de la jeunesse et des sports, tous actes et décisions, à l'exclusion des arrêtés.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 24 septembre 1984.

Kamel BOUCHAMA.